

DÉCISION N°1337/2018 DU 23 AOUT 2018

**ATTRIBUTION DE MARCHÉ
TRAVAUX DE POSE OU DE RECHARGEMENT D'ENROCHEMENTS
POUR LA PROTECTION LITTORALE ET DE VOIRIES A LANGLADE
SUR LE SECTEUR D'YNACHI ET A L'ANSE DU GOUVERNEMENT**

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL TERRITORIAL DE SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

- VU** la loi organique n° 2007-223 et la loi n° 2007-224 du 21 février 2007 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'Outre-mer
- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales
- VU** l'article 42-2 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 15 l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016
- VU** la délibération n°303/2017 du 24 octobre 2017 portant délégation d'attributions au Président du Conseil Territorial et au Conseil Exécutif
- VU** les crédits inscrits au budget de la collectivité territoriale
- VU** l'avis de marché en date du 8 juin 2018 pour la protection littorale et de voiries à Langlade
- VU** les procès-verbaux de la commission des marchés à procédure adaptée en date des 27 juin et 22 août 2018

DECIDE

Article 1 : Le marché pour les travaux de pose ou de rechargement d'enrochement à Langlade-Relance est attribué à STP SARL pour un montant de soixante-dix mille trois cent soixante-dix euros (70 370,00 €).

Article 2 : La dépense sera imputée au chapitre 23, nature 23151, fonction 621 du budget territorial

Article 3 : La présente décision fera l'objet des mesures de publicité prescrites par la loi et sera transmise au représentant de l'État à Saint-Pierre-et-Miquelon.

Transmis au représentant de l'État

Le 27 août 2018

Publié le 28 août 2018

ACTE EXÉCUTOIRE

**Pour le Président
Le 1^{er} Vice-Président**

Bernard BRIAND

PROCÉDURES DE RECOURS

Si vous estimez que la présente décision est contestable, vous pouvez former :

- soit un **recours gracieux** devant Monsieur le Président du Conseil Territorial – Hôtel du Territoire, Place Monseigneur MAURER, BP 4208, 97500 SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON ;
- soit un **recours contentieux** devant le Tribunal administratif de Saint-Pierre-et-Miquelon – Préfecture, Place du Lieutenant-Colonel PIGEAUD, BP 4200, 97500 SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON.

Le **recours contentieux** doit être introduit dans les deux mois suivant la notification de la décision de refus (refus initial ou refus consécutif au rejet explicite du recours gracieux) ou dans les deux mois suivant la date à laquelle le refus implicite de l'administration est constitué (*)

() Suite à un recours gracieux, le silence gardé pendant plus de deux mois sur une réclamation par l'autorité compétente vaut décision de rejet implicite.*